



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Équipement et logement : personnel

Question écrite n° 4079

Texte de la question

Mme Marie-Joséphine Sublet appelle l'attention de M le ministre d'État, ministre de l'équipement et du logement, sur la situation des agents et ouvriers professionnels des travaux publics de l'État dont la compétence technique et le dévouement au service public ne sont plus à démontrer. Elle lui demande donc s'il entend leur appliquer, et dans quels délais, le statut d'agent d'exploitation tel qu'adopté lors du comité technique paritaire du 12 janvier 1984 avec le reclassement indiciaire de rémunération aux groupes IV, V et VI.

Texte de la réponse

Reponse. - Le corps des agents des travaux publics de l'État comporte actuellement 36 844 emplois autorisés, répartis en 15 992 emplois d'agents de travaux, 15 196 d'ouvriers professionnels de 2^e catégorie (OP 2) et 5 656 d'ouvriers professionnels de 1^{re} catégorie (OP 1). Classes en catégorie C et relevant respectivement des groupes de rémunération III, IV et V, ces fonctionnaires sont chargés, en plus de leurs tâches traditionnelles d'entretien, de l'exploitation du réseau routier et navigable. C'est pour tenir compte de l'évolution de leurs tâches d'exploitation que l'administration de l'équipement s'est engagée en 1983 dans la réalisation d'un plan pluriannuel tendant à la requalification de 10 000 emplois d'agents de travaux en emplois d'OP 2. Ainsi, à la fin de l'année 1988, 8 000 agents de travaux auront-ils pu accéder au grade d'OP 2 par simple voie d'inscription sur la liste d'aptitude, alors que l'accès à ce grade s'obtient normalement par concours. Pour autant, le ministère de l'équipement et du logement poursuit ses réflexions sur les perspectives d'évolution et de réforme possible de la situation de ces personnels, compte tenu des nouvelles qualifications exigées par la modernisation de tout ce secteur d'activité.

Données clés

Auteur : [Mme Sublet Marie-Joséphine](#)

Circonscription : - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 4079

Rubrique : Ministères et secrétariats d'État

Ministère interrogé : équipement et logement

Ministère attributaire : équipement et logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 octobre 1988, page 2870